



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 2466

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à M. Alain Marty, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Marty. Monsieur le Premier ministre, vous avez annoncé hier un certain nombre de mesures visant à renforcer notre arsenal de lutte contre le terrorisme et l'islamisme radical. Vous proposez notamment un nouveau fichier pénal antiterroriste, un renforcement des mesures carcérales antiradicaux et des moyens supplémentaires pour la DGSI. Nous sommes en accord avec ces propositions.

Il s'agit à présent de passer aux actes. Au nom du groupe UMP, je voudrais vous poser quelques questions. Allez-vous présenter un collectif budgétaire pour prévoir les financements de ces mesures ? Au-delà du plan de recrutement sur cinq ans lancé il y a un an pour renforcer les cellules judiciaires et d'analyse de la DGSI, de quelle ampleur vont être les recrutements supplémentaires que vous évoquez ? La loi de programmation militaire prévoit une clause de revoyure à la fin de cette année. Devant les menaces nouvelles et le fait que nous soyons, selon vos propos, en guerre contre le terrorisme djihadiste, en restez-vous à l'exécution de la LPM ou envisagez-vous son réexamen plus tôt ?

Je tiens ici à rendre hommage aux policiers et aux militaires qui sont engagés, pour la sécurité des Français et sur les théâtres d'opérations extérieurs. Nous leur renouvelons notre soutien et notre reconnaissance. Il y a trois mois, je vous demandais de mettre fin à la déflation de nos armées, qui doit être de 34 000 hommes jusqu'en 2019. L'état du monde et la sécurité de nos concitoyens nous conduisent à ne plus baisser la garde et à ne plus réduire le format de nos armées. Votre discours, hier, à la tribune de l'Assemblée se voulait un discours de fermeté et de vérité, compte tenu des événements tragiques que nous avons traversés. Vous comprendrez que la question des moyens à mettre en œuvre ait une importance particulière. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je rejoins votre préoccupation concernant les moyens. Il faut effectivement, face à une menace protéiforme, des moyens pour lutter contre le terrorisme. Vous savez comme moi que les forces de police et de gendarmerie ont perdu près de 13 000 postes au cours des dernières années. C'est à partir de 2012 que 500 emplois supplémentaires ont été créés chaque année. La Direction générale de la sécurité intérieure, dont vous avez à juste titre indiqué le rôle stratégique, a perdu 130 emplois. C'est Manuel Valls, alors ministre de l'intérieur, qui a décidé d'en créer 432. Nous avons déjà recruté 140 personnes ; nous en recruterons 140 en 2015. Sans doute faut-il accélérer le recrutement, parce que nous avons besoin des compétences technologiques d'informaticiens, mais aussi de linguistes ou de chercheurs.

Vous avez raison de dire aussi que tout cela doit faire l'objet de décisions budgétaires. Le Premier ministre a annoncé hier quelle était la direction et il a demandé au ministre concerné de faire des propositions. Nous travaillons pour que, dès la semaine prochaine, nous puissions avoir une idée des moyens nécessaires et de leur quantification. Comme l'a dit le Premier ministre, le Parlement y sera très étroitement associé. Pour ce qui concerne la loi de programmation militaire, il y a effectivement une clause de revoyure en 2015 et le ministère de la défense travaille à l'élaboration des mesures nécessaires.

Le Premier ministre a annoncé des mesures hier. Nous sommes au travail, sans trêve ni pause, pour faire en sorte que, la semaine prochaine, la plupart de ces mesures aient trouvé une traduction budgétaire. Nous aurons, à ce moment-là, à revenir devant les différents groupes politiques, pour indiquer, dans l'esprit du discours du Premier ministre et avec volonté et détermination, les moyens que nous allouons pour protéger dans de bonnes conditions les Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Marty](#)

Circonscription : Moselle (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2466

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [15 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 janvier 2015](#)